

A photograph of three people smiling in front of a brick wall. On the left is a young man with dark hair wearing a black shirt and a purple lanyard with 'ADREXO' printed on it. In the center is a young woman with dark hair, sunglasses on her head, and a leopard print top. On the right is a man with a beard and blue eyes. The image is decorated with geometric overlays: a teal triangle in the top left, a red triangle in the top right, and a large orange and teal diagonal shape in the bottom right.

2024



**CENTRE D'HÉBERGEMENT
ET DE RÉINSERTION SOCIALE
LES AUGUSTINS**

PROJET ASSOCIATIF DE L'ÎLOT

Nous croyons en l'Homme, en sa capacité à réagir, à se prendre en main lorsqu'il est meurtri, rejeté, en situation de précarité ou d'exclusion.

En nous appuyant sur la volonté et les aptitudes des personnes que nous accueillons, nous voulons les aider à se reconstruire, à se réinsérer dans la société pour autant qu'elles en ressentent le besoin, à se rétablir sur les plans personnel, familial, professionnel, moral et spirituel. Dans le respect de la personne humaine, nous voulons mettre en œuvre, pour le temps nécessaire à chacun, des actions conjuguant professionnalisme et chaleur humaine.

La vocation de l'Îlot est l'accueil et la réinsertion des personnes rejetées de la société et en grande détresse. Nous portons une attention particulière à celles qui font ou ont fait l'objet d'une peine de justice, parmi lesquelles les sortants de prison ou les personnes bénéficiant d'un aménagement de peine, et qui sont bien souvent tenues à l'écart des grands élans de compassion et de générosité.

Ne pouvant satisfaire l'ensemble des besoins et offrir la totalité des services, l'Îlot se concentre sur l'hébergement et l'accompagnement des personnes dans leur démarche personnelle et volontaire visant à retrouver un statut de citoyen et de membre du corps social, notamment par l'accès au logement et à l'emploi.

L'accompagnement inclut des actions d'insertion par l'activité économique. L'association complète ses services en s'appuyant sur les partenaires extérieurs nécessaires à la prise en compte globale des attentes des personnes accueillies.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| QUELQUES MOTS SUR L'ANNÉE ÉCOULÉE..... | 4 |
| L'ÉTABLISSEMENT | 7 |
| 1. BIEN PLUS QU'UN HÉBERGEMENT | 7 |
| 2. ÉQUIPE | 7 |
| LE PARCOURS DES PERSONNES ACCUEILLIES EN 2023..... | 10 |
| 1. COMMENT SONT ORIENTÉS LES PERSONNES ACCUEILLIES | 10 |
| 2. PROFIL | 11 |
| 3. MOYENNE D'ÂGE | 14 |
| 4. ÉTAT DE SANTÉ | 14 |
| 5. SITUATION AU REGARD DE LA JUSTICE | 20 |
| 6. LES PARCOURS | 27 |
| 7. TRANCHES DE VIE | 33 |
| LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE..... | 35 |
| 1. VIE DE L'ÉQUIPE | 35 |
| 2. ACTIONS COLLECTIVES..... | 36 |
| 3. L'INSCRIPTION DANS LA DEMANDE QUALITÉ ET ÉVALUATIONS | 43 |
| 4. CONSEIL VIE SOCIALE (CVS) | 43 |
| PERSPECTIVES 2025..... | 45 |
| MERCI À NOS PARTENAIRES | 46 |

QUELQUES MOTS SUR L'ANNÉE ÉCOULÉE

L'année 2024 a permis de consolider les articulations entre les dispositifs existants. Les Lits Halte Soins Santé Mobile se sont ancrés sur le territoire et son activité démontre son utilité et son importance. La démarche expérimentale du Palcement extérieur à domicile, valorisant la confiance et la reconnaissance de notre savoir-faire par les instances judiciaires.

Forts d'une émulation collective, les nombreux chantiers transversaux ont fait émerger et donner plus de lisibilité sur notre qualité d'accompagnement auprès d'un public très spécifique que sont les grands précaires et le public sous-main de justice, sur notre expérience et notre expertise.

Ces chantiers ont permis de s'engager dans une négociation Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec nos financeurs pour le Centre d'hébergement et de réinsertion (CHRS), et de planifier l'évaluation externe prévue début 2025.

Ce décloisonnement souhaité par l'association s'est traduit aussi par un travail d'harmonisation de pratiques entre établissements de l'Îlot. Appuyée par un responsable qualité cela a permis d'engager une dynamique des équipes, s'illustrant par des groupes de réflexions, afin de créer des outils et des procédures partagés, toujours dans l'intérêt et le respect des personnes accompagnées et rendre plus efficient encore le travail et l'engagement des professionnels.

Dans la continuité du plan stratégique à 5 ans validé en 2021, accueillir plus de public justice, en lien avec la Direction pénitentiaire d'insertion et de probation (DPIP), et en accord avec la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS), deux places d'hébergement d'urgence ont été mises à disposition pour des personnes sortant de prison. Notre offre s'est transformée, faute de candidats, même si les publics justices restent prioritaires. Nous travaillons dans l'optique d'amélioration des accompagnements des personnes en placement extérieur et notamment à son étayage. L'équipe de professionnels est rompue à ces suivis post-détention ; sa relation de proximité et sa collaboration de qualité avec les Conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP) participent à une fluidité dans les échanges et d'agilité. Dans le cadre de la réforme de la justice, et de la mise en œuvre de l'article 721-1 Code de la procédure pénale, permettant à une personne au 2/3 de sa peine ou à 3 mois de sortie anticipée de détention, nous avons émis un projet de Placement à l'extérieur à domicile, mais il n'y a pas eu l'impact escompté. Constat est fait avec la DPIP, les personnes sont peu investies, ce qui a pour conséquence des refus aux demandes en Commission d'Aménagement de Peine. Ce projet reste d'actualité, il sera nécessaire de communiquer sur les aspects positifs de ces actions d'accompagnement auprès de détenus au profit de leur réinsertion.

Dans la continuité des années précédentes, nous avons accueilli des personnes en Placement à l'extérieur (PE) et personne sous Détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE). Ainsi en 2024, 14 personnes sous mesure d'aménagement de peine en PE sous écrou ont été placées sous la responsabilité de l'Îlot Augustins. En interne, l'articulation entre l'équipe socio-éducative et la CIP permet d'approcher et traiter l'essentiel des dimensions œuvrant à la construction d'un projet de vie personnalisé. Ces éléments concourent à réduire les risques de récidive. En externe, nos conventions et partenariats avec Addictions France, qui effectuent de façon hebdomadaire une consultation dite avancée, permettent de compléter la prise en charge santé sur le volet des addictions et poly-addictions.

L'intermédiation locative, (IML) après quelques difficultés au 1^{er} semestre 2023, a trouvé son rythme de croisière. Ces logements temporaires de 18 mois maximum, réservés aux personnes sortant des mesures judiciaires ou de la grande précarité, participent à l'assise du futur locataire autonome. S'adressant au public justice, ce dispositif permet de réfléchir à des solutions pérennes, tenant compte de certaines restrictions aux autres contraintes judiciaires, en étroite collaboration avec les partenaires (mandataires, CPIP, bailleurs, Logement d'abord...). Nous avons favorisé les sorties grâce à un travail mené avec le Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO) et notre présence aux commissions, comme à celles de Logement d'abord par exemple, afin d'être mieux identifiés comme acteur. Nos collaborations avec les services tels que l'Agence immobilière sociale à votre écoute(AIVS), nos relations étroites avec les bailleurs sociaux participent également à multiplier les leviers d'accès à un logement pérenne. En 2024, le dispositif s'est enrichi d'un accompagnement par une éducatrice spécialisée, rompue à l'accompagnement de ce public en CHRS et expérimentée sur le dispositif IML. En appui la Conseillère d'insertion professionnelle, vient compléter les prestations sur la question de l'insertion professionnelle. Nous avons pu réduire les durées de séjour, apporter une fluidité dans les accueils et ainsi répondre aux attentes, notamment en multipliant les accès au logement de droit commun.

Le sujet de la santé est devenu aussi transversal et ne peut être ignoré sur l'ensemble des dispositifs. En 2023, La vulnérabilité sanitaire est particulièrement repérée et prise en charge. En 2024, la santé est un sujet essentiel face au public accueilli, dans une extrême précarité sanitaire. Il s'agit ainsi pour nous, de faire accéder ces personnes, à une prise en charge spécifique en amont pour s'assurer de l'adhésion et l'observance médicale. La peur, le déni, le fatalisme, le renoncement sont autant de freins sur lesquels nous devons agir. Pour cela, le partenariat est un levier puissant, nous sommes allés rechercher ceux un peu en veille. Nous prenons appui sur l'expertise des professionnels des LHSS résidentiel et aujourd'hui mobile afin d'étayer et d'ajuster les accompagnements en ce sens.

Nous avons une convention avec la pharmacie de proximité, ce qui facilite l'accès aux médicaments en attente de l'ouverture des droits, la mise sous pilulier de certains produits. Face à la fragilité de nombreux résidents, cette disposition permet de sécuriser et d'accompagner dans le cadre de l'éducation thérapeutique. L'éducation à la santé est « un fer de lance », pour permettre une réappropriation par chacun de sa santé et de son importance. Notre collaboration avec deux infirmières libérales depuis plusieurs années participe à étayer la prise en soin et l'accompagner. Grâce à l'accompagnement de l'Équipe Mobile Psychiatrique de Prévention et d'Accès aux Soins (EMPPAS) et d'Addictions France, des liens de confiance se tissent avec les résidents. Leur présence permet d'informer, d'écouter, d'orienter chacun selon ses besoins – et, quand c'est nécessaire, de tout reprendre depuis le début.

En 2024, de nouvelles actions menées avec de nouveaux partenariats ont permis de faire de la promotion de la santé un axe prioritaire, en développant des démarches d'éducation thérapeutique pour renouer avec soi-même, se (re)considérer et exister pleinement.

L'accès au logement, à une activité professionnelle ou à une formation ne peut être exsangue d'une réelle préoccupation pour l'état de santé. La santé en est une composante indispensable pour consolider et pérenniser tout projet de vie.

Pour la deuxième année consécutive, à la faveur de la création du LHSS mobile, nous avons fait le choix d'un rapport d'activité spécifique à cette thématique.

Comme vous serez amenés à le voir, l'établissement a vécu de beaux moments, de convivialité, de rire, de détente, et c'est aussi cela la richesse de notre travail qui nous permet de poursuivre, et de garder nos convictions qui nous animent tous les jours.

Accompagner une équipe aux changements, tout en développant de nouveaux projets, et en maintenant la vie des services dans la bienveillance atteste de la bonne santé d'une association. Toute l'équipe des Augustins s'est investie et a montré son agilité et ses capacités d'adaptation de ses pratiques. L'association l'Îlot la félicite et la remercie pour cette belle année 2023. Merci à Jelali, Gladys, Siah, Sébastien, Nawal, Rachida, Ann, Denise, Kevin, Valentin, Carine, Coralie, Dolorès, Valérie, Ahmed, Rabah, Bruno, Isabelle, David, Berthe, Josquin ... et à toutes celles et ceux qui ont fait un bout de chemin avec nous.

Salima MOKKADEM,
Responsable d'établissement

L'ÉTABLISSEMENT

1. Bien plus qu'un hébergement

L'Îlot les Augustins en hébergement social peut accueillir jusqu'à 59 personnes. Ainsi toutes les personnes accueillies bénéficient d'un accompagnement global adapté. Il permet la mise en œuvre des projets personnels de chaque résident ; homme, majeur, en situation de rupture sociale, familiale et/ou professionnelle, après une période de creux ou d'enfermement. Une priorité est donnée aux sollicitations des personnes ayant eu affaire à la justice, en contrôle judiciaire, sortant de prison, ou sous une forme d'aménagement de peine.

Les différents modes d'accueil, d'hébergement ou de logement ne sont que des outils pour mener la mission d'insertion :

- ✓ 20 places d'hébergement collectif CHRS ;
- ✓ 2 places d'urgence (ouvertes en 2018 pour répondre aux besoins du territoire sur orientation par le SIAO urgence), priorité aux sortants de détention ayant effectué une demande SIAO ;
- ✓ 37 places de logement accompagné déclinées en deux modes :
 - la « pension de famille » pour 20 résidents dont l'accomplissement du projet personnel demande un accompagnement s'inscrivant dans la durée. Ils sont accueillis en chambres individuelles dans l'établissement principal à dimension collective ;
 - l'intermédiation locative, depuis juillet 2020, (13 appartements, ayant une capacité de 17 places) pour des résidents, logés en T1 et T2, sous statut de sous-locataire et bénéficiant d'un accompagnement vers une solution pérenne de logement et une gestion locative accompagnée.

Par ailleurs, une habilitation d'accueil de Travail d'intérêt général (TIG) permet à des personnes d'effectuer en journée leur peine alternative dans l'établissement.

2. Équipe

Les valeurs de respect, de devoir, de solidarité, d'engagement, mises en avant de manière permanente dans l'établissement, apportent un cadre propice à la reconstruction. Il est tenu par une équipe de professionnels diplômés et bienveillants. La diversité des prestations implique une approche pluridisciplinaire qui mobilise un ensemble d'acteurs aussi bien internes qu'externes (partenaires institutionnels, associatifs, bénévoles). Cette diversité ne

conduit pas pour autant à un morcellement des prises en charge dans la mesure où un travailleur social référent, désigné à l'admission, assure la cohérence du suivi.

L'équipe permanente

- ✓ 6 travailleurs sociaux (Equivalents temps plein(ETP)) dont 2 éducatrices spécialisées, et une assistante sociale, plus particulièrement rattachées à l'hébergement et à l'accompagnement des mesures judiciaires. Une Accompagnante éducative et sociale et une aide à la personne pour la pension de famille, et une éducatrice spécialisée Intermédiation locative (IML) ;
- ✓ une Conseillère en insertion professionnelle (0,30 ETP) pour réaliser les tests de savoir de base, l'évaluation du projet professionnel mais aussi animer des ateliers collectifs de mise en situation et d'information. Ce poste est mutualisé avec un autre CHRS et le service de l'Insertion par l'activité économique (IAE), dont la salariée dépend.

Pour les 3 dispositifs, l'accompagnement est individualisé et personnalisé. Il s'étend à la vie de l'établissement (tâches partagées de ménage ou d'entretien de la maison, soirées ou sorties culturelles et de loisirs) et à l'ouverture sur l'extérieur.

Les fonctions transversales

- ✓ une responsable d'établissement garante, s'assure du bon fonctionnement de l'établissement, de la mise en œuvre du projet, elle prononce les admissions comme les sanctions ;
- ✓ deux surveillants de nuit ;
- ✓ deux agents de service dont une mutualisée, avec un départ à la retraite en juin 2024 ; depuis et sur ce 0,50 ETP un prestataire extérieur intervient sur le même volume horaire
- ✓ un agent de maintenance (ce poste est mutualisé avec les deux autres centres d'hébergement de l'Îlot à Amiens) ;
- ✓ deux agents de restauration (salariés en insertion des Ateliers de l'Îlot, mis à disposition au sein de l'établissement) pour la remise en chauffe des repas livrés ;
- ✓ depuis novembre 2024, un coordinateur social vient en appui de la Responsable sur la partie hébergement social.

L'équipe peut être complétée ponctuellement pour les congés d'été ou des absences maladie. Les 12 salariés directement rattachés à l'établissement représentent un total de 7,5 ETP se répartissant entre 2,20 ETP masculins et 5,30 ETP féminins.

Formation et santé du personnel, 6 formations durant l'année

Dans le cadre du plan de formation de l'association :

- ✓ « Sauveteur-secouriste travail (SST) » : Formation initial et recyclage, 7 heures ;

- ✓ « Connaissance et accompagnement des Publics sous-main de justice (PPSMJ) » : 1 infirmier, 1 médiateur en santé, 1 assistante sociale soit 42 heures ;
- ✓ « Savoir habiter » : 1 assistante sociale et 1 éducatrice, 21 heures ;
- ✓ « Formation Logement d'abord » : 1 éducatrice spécialisé 21 heures.
- ✓ « formation bientraitance » 1 médecin, 1 responsable d'établissement, 2 infirmiers, 1 médiatrice en santé, 1 Accompagnante vie sociale, 1 aide à la personne, 1 éducatrice, 2 assistants sociaux 21 heures
- ✓ En formation individuelle qualifiante : Certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité (CAFERUIS) 1 éducatrice spécialisée 18 mois

Les soutiens à l'équipe

Les interventions mensuelles d'analyse clinique et de pratiques professionnelles permettent à l'équipe de prendre du recul et de s'interroger sur les pratiques habituelles, et de s'ouvrir à des questionnements autres pour une meilleure prise en charge individuelle.

En complément, nous sollicitons ponctuellement des partenaires pour des échanges dont le Centre ressource pour les intervenants, auprès des auteurs de violences sexuelles (CRIAIS).

Stagiaires

En 2024, 5 étudiants ont été accueillis dans le cadre de stages pratiques. Notamment des stages dits à responsabilités favorisant et l'intégration et la proposition d'actions.

| Organisme de FORMATION | INTITULE DU STAGE | Tuteur | DEBUT | FIN |
|------------------------|--|--------------------|------------|------------|
| APRADIS | EDUCATEUR SPECIALISE | ROMAIN CARINE | 18/03/2024 | 17/02/2024 |
| OFFRE | ACCOMPAGNANT EDUCATIF ET SOCIAL | DIOMANDE SIAHO | 01/12/2024 | 28/01/2025 |
| FRANCE TRAVAIL | PERIODE DE MISE EN SITUATION EN MILIEU PROFESSIONNEL (PMSMP) PROJET PRO ASSISTANTE SOCIALE | SEBASTIEN BEAUMONT | 18/03/2024 | 22/03/2024 |
| UNIVERSITE J. VERNE | ETUDIANT PSYCHOLOGIE SOCIALE | MONCY GLADYS | 23/03/2023 | 30/06/2023 |
| APRADIS | MONITRICE EDUCATRICE | MONCY GLADYS | 10/10/2024 | 10/05/2025 |
| APRADIS | ASSITANTE DE SERVICE SOCIAL | SEBASTIEN BEAUMONT | 13/05/2024 | 22/11/2024 |
| APRADIS | ASSISTANTE DE SERVICE SOCIAL | SEBASTIEN BEAUMONT | 27/11/2023 | 16/02/2024 |

LES PERSONNES ACCUEILLIES EN 2024

1. Comment sont orientées les personnes accueillies ?

Tout peut commencer par une sollicitation auprès de l'établissement mais le plus généralement la demande est adressée auprès de la permanence du Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO). Lorsqu'une place se libère, ce dernier oriente le demandeur figurant en attente, le processus d'admission débute.

Les sollicitations / les orientations :

Le CHRS a accueilli 37 nouveaux résidents en 2024. Suivants 2 canaux différents :

- ✓ le SIAO est à l'origine des orientations en hébergement (hébergement d'insertion, pension de famille et logement accompagné), soit 10 entrées en 2024 ;
- ✓ **24 personnes ont bénéficié d'un accueil en lien avec un Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)**. 14 pour mettre en place leur aménagement de peine : Détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), Placement à l'extérieur (PE), 3 des suivis socio-judiciaires, 2 personnes sortantes de prison sans suivi socio judiciaire et 5 en hébergement d'urgence sortant de prison.
- ✓ **1 personne a été accompagné dans le cadre d'un placement extérieur à domicile.**

A noter :

Les orientations en provenance des SPIP ont connu une légère hausse par rapport à 2023, avec moins de report des CAP. Les aménagements de peine ont pu se dérouler sur des périodes courtes pour une majorité soit – de 3 mois. Les sollicitations des SPIP sont restées stables au regard de l'année 2023.

Par ailleurs, l'établissement a accompagné 10 autres personnes dans le cadre d'une mesure judiciaire :

- ✓ **2 personnes en Travail d'intérêt général (TIG)** ont été orientées par le pôle TIG du SPIP de la Somme ;
- ✓ **8 personnes orientées** vers le dispositif d'accompagnement en semi-liberté.

À noter :

- ✓ Après une séquence de travail avec les CPIP, constat est fait que les personnes condamnées à des TIG se montrent moins enclins à les réaliser dans le cadre de nettoyage de locaux. Souvent en activité professionnelle, leur organisation

contrainte a pu être un frein à leur réalisation dans notre structure. L'arrivée d'un référent territoire en charge des TIG, en septembre 2024, permet de repenser les modalités des accueils en fonction également des besoins et le contenu de l'accompagnement de ces peines, avec une agilité retrouvée fin 2024.

- ✓ S'agissant des personnes accompagnées dans le cadre de leur mesure de semi-liberté, le départ en septembre de la CIP et l'attente de recrutement est venu ralentir le nombre d'accompagnements.

Remarques :

- ✓ **Résidents** accueillis pour un second séjour aux Augustins ; 6 résidents ont glissé d'un dispositif à l'interne après évaluation et validation du SIAO.

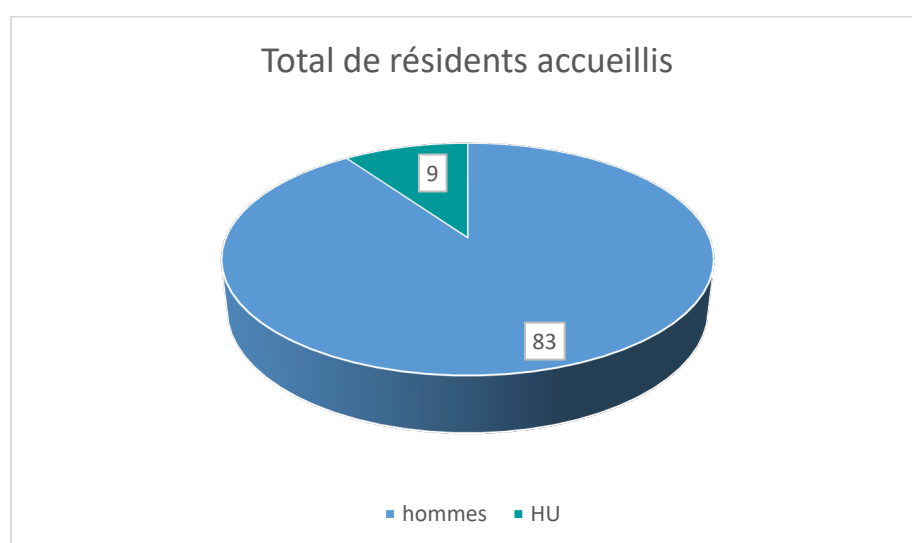
2. Profil

En 2024, les dispositifs CHRS, Pension de famille IML ont accueilli 92 personnes¹.

Les données des LHSS sont sorties de ce rapport depuis 2023.

Deux places ont été fléchées en 2024 à destination de personnes sortant d'incarcération, qui avaient formulé une demande d'hébergement social auprès du SIAO en attente d'orientation à la sortie. Ces places malgré nos sollicitations, sont peu exploitées par le SPIP. En 2023, ces places ont également été ouvertes à l'urgence sociale, préservant cependant la priorité aux sorties de détention.

Cependant, les orientations du SIAO n'ont pas été régulières, malgré les points activité hebdomadaires. Des logements ont pu être ainsi vacants plusieurs semaines sans orientation.



¹ Personnes présentes au moins un jour dans l'établissement entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024

92 personnes dont 9 personnes accueillies dans le cadre de l'Hébergement d'urgence (HU) en sortie d'incarcération essentiellement

Les résidents des Augustins connaissent de multiples carences administratives : absence de carte d'identité nationale, d'accès aux droits, de couverture sociale, de ressources, de santé, d'endettement, d'accès à un emploi, d'exercice de leur parentalité. A cela s'ajoutent très souvent des problématiques associées, comme la toxicomanie, l'alcoolisme, la rupture des liens familiaux et ou sociaux, des troubles de l'identité, l'analphabétisme ou l'illettrisme, des inadaptations au marché de l'emploi, une très faible mobilité, etc. Enfin certains résidents peuvent présenter des difficultés sur le plan psychologique et/ou psychiatrique.

Situation administrative :

Les démarches administratives premières actions dans l'accompagnement

Carte nationale d'identité, Complémentaire santé solidaire, ouverture de compte bancaire, inscription à France Travail, déclaration d'impôt, demande de Revenu de solidarité active (RSA), toute demande liée au droit des étrangers (demande d'asile, Aide médicale d'urgence, Aide médicale d'Etat) ... telle est la liste non exhaustive des actions à mener avec une personne accueillie et notamment celles sortant de détention.

Ces démarches parfois fastidieuses nécessitent une mobilisation de la personne accueillie puis des temps d'attente inhérents aux diverses administrations. Cela implique la recherche de financement pour le paiement de pièces à joindre (photo d'identité, timbres fiscaux...). Ce temps qui peut s'étaler sur plusieurs semaines, ou plusieurs mois, est facteur d'angoisse et de tension pour les personnes accueillies. C'est ainsi que le CHRS peut dans une relation de contractualisation et de confiance, avancer les fonds nécessaires à l'obtention de ces documents indispensables, de même l'accueil se fait en permettant de bénéficier de produits essentiels participant à tranquilliser au mieux la personne accueillie.

Niveau de formation repéré à l'entrée :

Etat représentatif des niveaux de formation des résidents accueillis en 2023

| Niveau de formation générale | | 2024 | 2023 | 2022 |
|------------------------------|-------------------------|---------|---------|-------|
| 1 | Scolarité obligatoire | NS | 33,33 % | 29,60 |
| 2 | 1 an après le collège | 4,82 % | 5,13 % | 14,28 |
| 3 | niveau BEP- CAP- | 20,48 % | 48,72 % | 41,83 |
| 4 | niveau BAC et BAC | 69,88 % | 10,26 % | 11,22 |
| 5 | BAC + 2, niveau licence | 2,41 % | NS | 3,07 |
| 6 | Licence | NS | NS | NS |
| 7 | BAC +5 et + | NS | NS | NS |

On observe que :

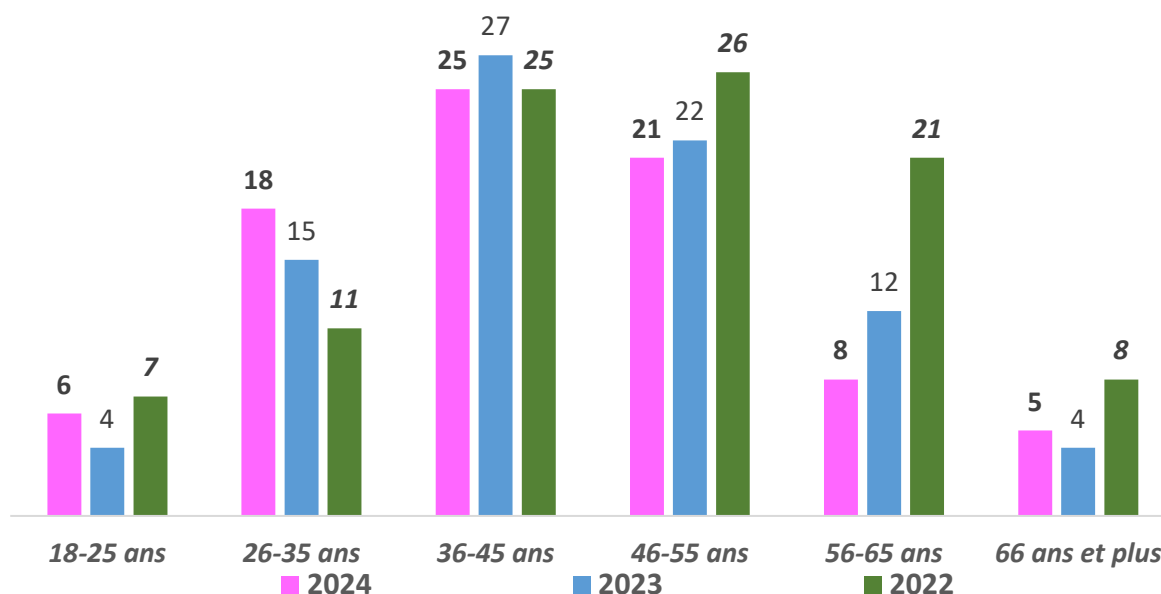
- ✓ Contrairement à 2023, plus de 45 personnes affichent un niveau bac ou son obtention. Si le niveau scolaire n'a cessé de baisser entre 2021 et 2023. Nous posons l'hypothèse d'une précarité qui gagne du terrain. Cette hypothèse peut trouver une vérification lorsque nous constatons que près de 70 % des personnes accueillies affichent un niveau scolaire ou d'obtention de diplôme de type Bac/Bac pro (contre 1/10^{ème} les deux années précédentes)
- ✓ ¼ aurait obtenu un niveau BEP ou un CAP (soit 17 personnes), ils étaient près de la moitié en 2023

Ces chiffres sont en rebond par rapport à l'année 2023 et viennent interroger les ruptures de vie et de parcours et la précarisation qui les accompagnent.

L'accompagnement proposé pour travailler une reconstruction dans ce domaine est d'abord fondée sur une **évaluation des savoirs de base**, préalable à tout projet professionnel. Cette évaluation est devenue systématique pour tout entrant en 2021. Elle prend tout son sens avec une photographie immédiate des fondamentaux pour faciliter les accompagnements spécifiques en cohérence avec le désir et les possibles.

3. Moyenne d'âge

EVOLUTION DE L'ÂGE 2022 - 2023 - 2024



Evolution de la courbe des âges des personnes accueillies tous dispositifs confondus :

- ✓ l'amplitude d'âge oscille entre 24 et 77 ans ;
- ✓ **la moyenne d'âge est de 43,36 ans** soit légèrement inférieure à l'année 2023 ;
- ✓ les tranches d'âges les plus représentées se situent entre 26 et 55 ans
- ✓ l'évolution de **la moyenne d'âge de la pension de famille de 55 ans en 2020, à 59 ans en 2021**, avec un pique en 2022 d'une moyenne à 64 ans enregistre une baisse significative en 2023, 54,66 ans. Elle reste stable en 2024 avec 54,46 %. Ceci s'explique par des orientations vers des dispositifs adaptés à la perte d'autonomie. 7 personnes de moins de 50 ans mais de plus de 40 ans sont venues modifier la courbe ascendante de la moyenne d'âge constatée sur 3 ans. L'accueil de ces personnes dans notre pension de famille en grande précarité matérielle et de santé donne une indication sur l'agilité de notre établissement à répondre à des besoins variés qui participent à l'insertion ici par la santé. 1 personne à moins de 26 ans.

4. État de santé

50 adultes hébergés ou accompagnés en 2024, soit 60% des personnes rencontraient au moins une difficulté de santé avérée. En pension de famille/Maison-relais, ils sont plus de 96 %. **C'est le frein principal à lever pour un projet d'insertion durable, or la proportion de personnes concernées est stable à ce niveau élevé depuis 4 ans.** Il appartient à l'équipe pluridisciplinaire, en s'appuyant sur l'expertise de ses partenaires de la santé, d'accompagner les personnes accueillies vers une prise en charge médicale adaptée qui permet de surmonter

leurs troubles et/ou d'atteindre un équilibre et une stabilité compatible avec la mise en œuvre de leur projet de vie. Nous nous attachons de plus en plus à enrichir nos collaborations et partenariats et à entretenir les relations d'aujourd'hui. La santé a été un sujet central et une de nos préoccupations. Le nombre de traitements en augmentation, les troubles psychiques, les maladies chroniques, les comorbidités nous obligent à une réflexion plus large et plus empathique pour ne pas finir de rompre les liens ténus entre la personne et l'autre. Travailler à l'altérité est un levier important, travailler à la considération, au détachement de l'acte posé pour revenir à l'humain participe aux valeurs de l'association et des professionnels de l'établissement. Nos partenaires s'y retrouvent également :

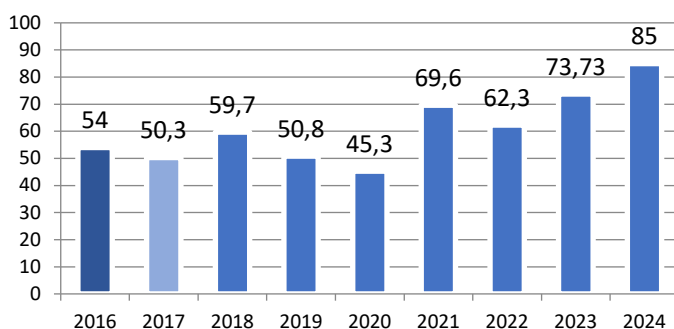
« Les échanges et les interactions nombreuses avec l'équipe de l'Îlot Les Augustins ont toujours été marqués par l'appréhension du sortant de détention dans sa globalité. Ainsi, la prise en charge à l'association l'Îlot permet de mettre au centre de sa situation l'utilisateur, par une approche humaine respectueuse des nombreux défis qui attendent ce dernier. »

Aurélien D. assistant socio-éducatif Unité sanitaire en milieu pénitentiaire Dispositif de soins psychiatriques (USMP DSP) /EMPASS, Établissement public de santé mentale (EPSM) de la Somme

A - Les addictions

Dans les années antérieures, on notait une évolution constante des problématiques de dépendance chez les personnes accueillies. La proportion de résidents souffrant d'addictions est passée de 54 % en 2016 à 76 % en 2023. Ce chiffre ne cesse d'augmenter, pour atteindre en 82% 2024.

Cette problématique est omniprésente au quotidien, elle a des conséquences directes sur la vie de l'établissement, engendrant des phénomènes de violences physiques entre résidents et des dégradations matérielles. Près d'un tiers de ces dépendances sont liées à des poly-addictions ; alcool + autres produits (stupéfiants, médicaments, ...). À cela s'ajoute, pour d'autres, des consommations festives, ou très excessives et plus ponctuelles (les premiers jours du mois), voir régulières et soutenues (cannabis) sont observées tous les jours dans l'établissement Ceci nous amène à travailler, en toute transparence, au travers de réunions de synthèse régulières (mensuelles ou bimensuelles) avec les équipes soignantes d'Addictions France 80 et de l'association Le Mail. Elles réunissent l'équipe de référents de l'établissement avec les psychologues, travailleurs sociaux, etc. Ces temps d'échanges sont essentiels pour coordonner l'action d'accompagnement à la santé que nous sommes amenés à soutenir.



71 personnes souffraient d'addiction dont :

- 40 uniquement à l'alcool ;
- + de 30 cumulaient au moins 2 addictions (alcool et substance psychoactive).

Consultations avancées en addictologie au CHRS : Addictions France 80

En 2024, 55 consultations se sont tenues pour 38 permanences. Il y a eu deux mois sans permanence (entre novembre et décembre) liée au départ de l'infirmière. Cependant, cette année fut complexe pour mobiliser les personnes vers les consultations « infirmière », contrairement à 2023. Malgré la proximité des lieux Les objectifs de ces consultations sont :

- ✓ faire une démarche vers ce public ;
- ✓ proposer des temps de rencontre, d'écoute et d'échanges avec des professionnelles ;
- ✓ amener peu à peu, par la relation, le résident à une prise de conscience de sa situation ;
- ✓ réduire ses consommations ;
- ✓ engager des soins en cure grâce à des départs en sevrage pour consolider dans une abstinence dans la durée

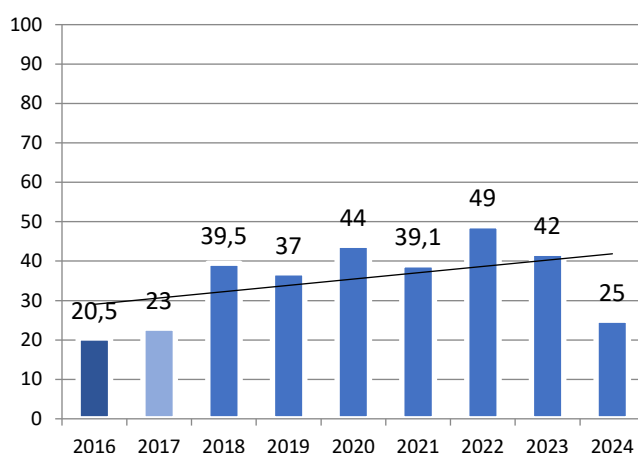
B - Les troubles psychiques

Le chiffre est en baisse, ce qu'il faut néanmoins retenir c'est qu'il s'agit des personnes suivies.

En effet, il faut ajouter le chiffre de 10 personnes qui sont accompagnées afin que la démarche de soins psychique fasse sens et permette une adhésion aux soins durables.

Les troubles psychiques sont un sujet de santé qui fait l'objet d'une très forte mobilisation.

25 personnes ont été suivies pour des troubles psychiques en 2024



Evolution depuis 2015 du taux de personnes suivies pour troubles psychiques

A noter : les chiffres ne témoignent pas d'une réalité de santé retrouvée. Il fait noter une difficulté plus forte à mobiliser les personnes accueillies sur la question du soin mais également la raréfaction de places en Centre médico-psychologique (CMP) qui rallonge les délais d'attente, source de démobilisation des personnes concernées. Le temps est un allié dont nous ne disposons pas forcément compte tenu des durées de séjours en Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et Intermédiation locative (IML). La mobilisation des personnes sur la question de la santé mentale est complexe. Elle est d'abord difficile à appréhender par la personne et le parcours de soin, difficile à dérouler faute de places disponible en ambulatoire.

Dans la prise en charge nous nous appuyons **très régulièrement** sur l'appui de la psychologue et de l'infirmier du Centre de ressources pour les intervenants auprès d'auteurs (CRIA VS) qui pratiquent une alternance de consultations dans l'établissement et en centre de soins pour les résidents. Ils apportent également un soutien à l'équipe éducative des Augustins par leurs conseils et éclairages cliniques. De même l'équipe partage des observations avec les soignants des Centres médico-psychologiques (CMP). **Une permanence se tient chaque vendredi** sur notre site les interventions avec le personnel de l'Équipe mobile de prévention psychiatrique et d'accès aux soins (EMPPAS) du Centre hospitalier Philippe PINEL (hôpital psychiatrique d'Amiens), des accompagnements s'engagent, les deux infirmiers peuvent ainsi venir en plus de la permanence hebdomadaire. Ils sont également rapidement présents lors d'une mise en danger d'un résident notamment. **Il est à noter que la démarche de soins est rendue complexe pour des troubles psychiques qui se combinent aux différentes addictions. Cette démarche prend du temps à construire et la place du référent social de l'établissement permet d'entretenir l'étayage.**

Nous accompagnons quotidiennement :

- ✓ la régularité de prises de médicaments volontaires avec l'appui de deux infirmiers ; nous constatons de plus en plus de traitement au long cours (cette organisation nécessite du temps dédié, de l'attention et de la bienveillance, c'est aussi le moment pour échanger sur les problématiques individuelles) ; une convention avec une pharmacie permet de sécurité via la mise en place de pilulier et l'accompagnement à l'autonomie sur ce sujet par les professionnels.
- ✓ le soutien éducatif des résidents pour maintenir l'observance médicale, dans le cadre de leur projet de soin ou ceux attendus par la justice ;
- ✓ chaque fois que nécessaire par un accompagnement physique à l'UAO (urgence du CH Ph Pinel).

Consultations post carcérales

Pour participer à une pérennité du travail de soin initié en détention, l'équipe de soins psychiatriques en détention s'est inscrite dans les 6 mois qui suivent la levée d'écrou à poursuivre le soin à l'extérieur (APC). Les objectifs de ces consultations sont :

- ✓ de limiter l'appréhension ressentie par de nombreux patients incarcérés liée à la sortie de détention ;
- ✓ de s'assurer d'une continuité de soin en bordant le lien avec le soin de droit commun (CMP, ...) ;
- ✓ d'accompagner la montée en autonomie de soins du patient.

Plusieurs résidents ont bénéficié de ce suivi au sein de l'établissement. Cela participe à un meilleur partage entre les soignants et l'équipe éducative des Augustins. La sortie de détention est bien souvent cruciale, et la continuité de soins engagée doit se poursuivre grâce à cette articulation.

– Les suivis médicaux réguliers

De nombreux résidents s'autorisent à prendre en compte des besoins de soins somatiques qui ont fait l'objet de négligences antérieures ou qui en sont les conséquences. Nous les encourageons à réaliser des bilans de santé et organisons régulièrement des sessions collectives. Il s'agit par différents leviers individuels et collectifs d'accompagner la personne à (re) considérer son corps, d'en prendre soin, avec la (re) construction de l'estime de soi.

D – Les actions de prévention

Les ateliers actions de prévention des risques.

Ces actions se déroulent dans l'établissement, sur proposition de partenaires du soin à destination de tous les résidents qui y participent de manière volontaire.

Les ateliers de promotion de la santé : L'atelier sport

Depuis 3 années nous avons initié un partenariat avec l'Union française des œuvres laïques d'éducation populaire (UFOLEP) qui anime un atelier sportif d'1h30 tous les mercredis matin au sein d'un gymnase mis à disposition par la mairie d'Amiens. Ainsi, les résidents accompagnés d'un éducateur ou d'animateur, peuvent découvrir les sports collectifs mais aussi, la gymnastique. 45 personnes y ont participé au moins une fois. 17 personnes s'y rendent régulièrement.

Nous nous appuyons sur la présence d'infirmiers pour mener des actions d'information et de prévention (en collaboration avec les travailleurs sociaux) s'articulant autour d'ateliers ou d'entretiens individuels. Elles viennent en soutien à la préparation pour un départ en logement autonome.

E - Les obligations ou injonctions de soins

Les suivis médicaux sont le plus souvent liés à une addiction ou un suivi psychologique (voir points ci-dessus). Dans certains cas, ils sont soutenus par une obligation ou injonction de soin dont le résident fait l'objet dans le cadre d'un suivi judiciaire. L'équipe socio-éducative joue un rôle essentiel d'explication et d'accompagnement dans ces obligations.

| a - Au regard des addictions : | 2024 Nbre de résidents | 2023 Nbre de résidents | 2022 Nbre de résidents |
|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Obligation de soins addictologie | 12 | 19 | 21 |
| Injonction de soins addictologie | 0 | 6 | 1 |

| b - Au regard du soin psychologique : | 2024 Nbre de résidents | 2023 Nbre de résidents | 2022 Nbre de résidents |
|---------------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Obligation de soins psychologique | 7 | 10 | 5 |
| Injonction de soins psychologique | 0 | 13 | 10 |

Ces différentes contraintes ont été posées par la justice à l'encontre de résidents en relation et/ou en réparation directe avec les actes pour lesquels ils ont été condamnés, d'où une très grande vigilance de la part de l'équipe.

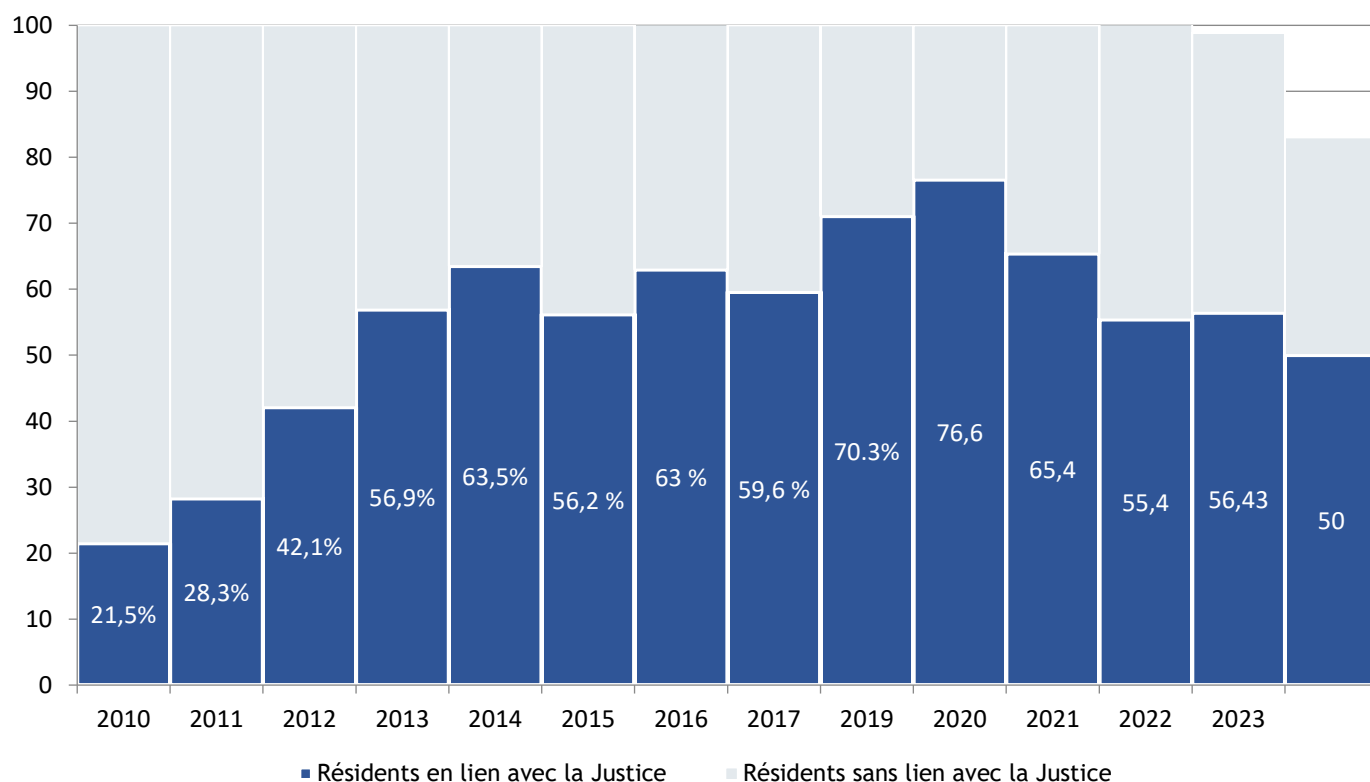
En 2024, 7 personnes ont été contraintes, par la justice, à une obligation de soins psychologiques pour 0 en injonctions de soins psychologiques. 19 personnes ont été accueillies avec des traitements déjà existants.

En 2024, nous constatons un léger fléchissement sur les chiffres des obligations vis-à-vis de la justice.

En 2024, nous notons une absence d'injonction de soins pour le public en aménagement de peine ou public bénéficiant de suivi socio-judiciaire. Il est difficile d'analyser ces chiffres. Cependant, nous notons la difficulté à mobiliser les personnes sur ce sujet qui est omniprésent sur le public accueilli.

5. Situation au regard de la justice

En 2024, la proportion de résidents sortant de prison, bénéficiant d'un aménagement de peine, ou toujours en lien avec la justice (par des mesures de SSJ/SMJ ou pré sentenciel est de 60,5 %. En 2023, elle était de 57,58 %, en augmentation de 3 points entre 2023 et 2024.



Le tableau ne prend pas en compte les personnes condamnées à un Travail d'intérêt général (TIG).

Motifs d'incarcérations des personnes sortant de détention et hébergées en 2021 et évolution

| Motifs des incarcérations | 2024 Nbre de résidents | 2023 Nbre de résidents | 2022 Nbre de résidents | 2021 Nbre de résidents | 2020 Nbre de résidents |
|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Outrage / Rébellion | | 1 | 1 | 2 | 4 |
| Recel | | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Escroquerie | | 1 | 0 | 1 | 0 |
| Cambriolage | | 3 | 3 | 4 | 3 |
| Homicide / Meurtre | | 3 | 5 | 3 | 2 |
| Viols / Agressions sexuelles (mineurs/ majeurs) | 6 | 2 | 12 | 22 | 24 |
| Violences (dont conjugales et / ou familiales) | 25 | 20 | 15 | 11 | 6 |
| Conduite sous l'emprise de l'alcool / sans permis | 4 | 0 | 2 | 2 | 1 |
| Infraction à la loi sur les stupéfiants | 5 | 12 | 7 | 10 | 16 |
| Vols simples, aggravés, avec violence, avec dégradations... | 9 | 8 | 16 | 14 | 6 |

La connaissance des faits ayant amené l'incarcération n'est pas une condition à l'accueil. C'est au cours de l'accompagnement que des informations émergent plus ou moins selon la relation qui s'établit avec le résident. Par conséquent, l'évolution est à relativiser car nous n'avons pas connaissance de tous les motifs. D'autre part, le nombre de personnes accueillies est différent chaque année. Cependant cela éclaire un peu sur la diversité des profils. Cela se remarque particulièrement en 2024 :

- ✓ les infractions à la loi sur les stupéfiants, après une forte augmentation en 2023 et revenu à la baisse à plus de la moitié du chiffre de 2023
- ✓ Le chiffre a été multiplié par 3 de 2023 à 2024 pour les faits d'agressions sexuelles et de viols
- ✓ une explosion des motifs des violences (dont conjugales et/ou familiales) comme motif d'incarcération par rapport aux agressions sexuelles/Viol qui depuis 2019 était le motif d'incarcération premier et qui se confirme d'année en année avec un chiffre multiplié par 4 en 5 ans

Situation judiciaire (au 01/01/2024 ou à l'entrée) des personnes accueillies en lien avec la justice

| |
|--|
| Sous-main de justice avant le jugement : 0 % |
| > Contrôle judiciaire (cj) : 0 personnes |
| Peine alternative à la détention : 1,20 % |
| > Travail d'intérêt général (TIG) : 2 personnes |
| Aménagement de peine alternative à la détention : 1,01 % |
| > Détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE Alt) : 0 |
| Aménagement de peine après la détention : 16,90 % |
| > Détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE Amt) : 4 personnes |
| Placement à l'extérieur (PE) : 9 personnes et 1 PE alternative à la détention |
| Sortie de prison avec des obligations judiciaires : 42,17 % |
| > Liberté conditionnelle (LC) : 0 personne |
| > Sursis avec mise à l'épreuve (SME) : 13 personnes |
| > Suivi socio-judiciaire (SSJ) : 22 personnes |
| Fin de peine : 2,41 % |
| > Sortie de prison sans obligation judiciaire : 2 personnes |
| > Mesure de sureté : Placement sous électronique mobile (PSEM) : 0 personne |

Évolutions

D'une année sur l'autre, la répartition entre les différentes mesures judiciaires est généralement stable. On peut cependant noter plusieurs points pour 2024.

Les sorties de prison avec obligations judiciaires sont presque automatiques. En cela, on peut penser que l'accueil dans un établissement avec accompagnement est un « outil » soutenant à la réalisation des obligations. Les Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation (CPIP) du milieu fermé qui sollicitent notre établissement en ont pris la mesure. Ils donnent ainsi aux futurs résidents les meilleures chances de réussite.

Les Suivis socio-judiciaires et les sursis avec mise à l'épreuve sont les deux formes de contrôle prononcées par les juges de l'application des peines. Si elles ont connu une hausse très nette entre 2021 (28,2 %) et 2022 (38 %), les chiffres restent stables en 2023 (38,38 %). Cependant un rebond est constaté en 2024 avec plus de 42 % de personnes concernées.

Les Contrôles judiciaires restent toujours très peu nombreux. Ce n'est pas un positionnement de l'association, même si les liens avec les structures exerçant ces mesures (l'Action socio-

éducative du champ judiciaire d'Amiens (ASECJA), l'Attestation employeur mensuelle (AEM) à Amiens) sont intéressants et étroits.

Les Placements à l'extérieurs connaissent une baisse de près de la moitié, en comparaison de l'année 2022 (38 %), l'année 2023 a été concernée par l'accompagnement de placement extérieur (15,15 % pour les Placements extérieurs (PE) et Détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE)) et 1,01 % pour les DDSE alternatifs. En 2024, les aménagements de peine représentent 16,90 % des personnes accompagnées. Soit 1,20 % pour les DDSE et 10,05 pour les PE. Cette baisse en 2023, stabilisée en 2024 trouve racine à partir de 2 éléments, également constatés par le Service pénitentiaire d'insertion et probation (SPIP) :

- ✓ les demandes formulées par les détenus se sont moins inscrites dans un projet viable et argumenté ;
- ✓ les Commissions d'aménagement de peine ont formulé plusieurs fins de non-recevoir à des demandes. Peut-être en lien avec cette observation partagée de demandes de PE dont les bénéficiaires possibles ne sont pas partie prenante.

Ces éléments sont également observés par les travailleurs sociaux accompagnant les personnes en aménagements de peine au sein de l'établissement.

Les 2 personnes ayant effectuées des Travaux d'intérêt général (TIG) dans l'établissement ont accompli leur peine en semaine ou le samedi, en participant à l'entretien des locaux avec une agent de service, et toujours un référent éducateur. Ils ont réalisé 120 heures en 2024. Nous avons moins été sollicités malgré notre rencontre avec ce service. **La durée des Détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), a été en moyenne de 5 mois (149 jours) soit presque 3 mois de plus qu'en 2020.** L'amplitude varie de 18 jours à + de 12 mois.

| | Nombre de personnes hébergées en DDSE | Nombre de personnes hébergées en PSEM | Nombre total de jours d'accueil |
|------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|
| 2011 | 6 | 0 | 559 jours |
| 2012 | 7 | 0 | 643 jours |
| 2013 | 12 | 0 | 1 920 jours |
| 2014 | 15 | 1 | 1 991 jours |
| 2015 | 9 | 2 | 1 270 jours |
| 2016 | 11 | 0 | 1 045 jours |
| 2017 | 10 | 0 | 1 208 jours |
| 2018 | 13** | 0 | 1 124 jours |
| 2019 | 15 | 0 | 1 807 jours |
| 2020 | 16 | 0 | 1 021 jours |
| 2021 | 14 | 2 | 1 939 jours |
| 2022 | 11 | 1 | 1 557 jours |
| 2023 | 5 | 1 | 2235 jours |
| 2024 | 4 | 0 | 380 jours |

*année du 1^{er} conventionnement avec SPIP de la Somme

**parmi ces personnes, une a effectué deux périodes de PSE sur l'année

Deux personnes nous ont été orientées par le SPIP du centre de détention de Fleury-Mérogis, les autres personnes étant en fin de mesure à la suite d'orientations de 2021/2022. Fort de la signature de la convention avec la DISP de Lille, fin 2018, l'accueil s'étend aux centres pénitentiaires de Liancourt, Bapaume, Longuenesse. Plus largement nous avons accueilli une personne du centre de détention de Meaux, de Fleury-Mérogis, de Caen et du SPIP de Seine Saint-Denis.

Pour une personne, la DDSE a pris fin le 1^{er} décembre 2024, poursuivi par une liberté conditionnelle.

Comme prévu et pour venir en complément de l'offre existante nous nous sommes positionnés sur des Placements à l'extérieur de courte durée. Néanmoins, les demandes **de Placements à l'extérieurs (PE) ont une durée excédent aujourd'hui 2 mois**. En cette année 2024, l'amplitude varie de 16 à 517 jours.

| | Nombre de personnes hébergées en Placement Extérieur | | Nombre total de jours d'accueil |
|-------|--|--|---------------------------------|
| 2020* | 5 | | 283 jours |
| 2021 | 16 | | 1058 jours |
| 2022 | 13 | | 946 jours |
| 2023 | 11 | | 973 jours |
| 2024 | 10 | | 999 jours |

*année du 1^{er} conventionnement avec SPIP de la Somme

Nous avons également accompagné une personne dans le cadre d'un placement extérieur à domicile. Une mesure ayant débuté en août 2024 et qui touchera son terme en avril 2025. Ce qui représente une durée de 123 jours au 31/12/2024. Elle s'organise dans le cadre de poste mutualisé et détaché du CHRS. Une phase expérimentale sur 5 mesures est en cours. 4 refus ont été fait compte tenu de la distance entre l'établissement et le lieu de vie de la personne. Cette première expérience se montre efficace pour les personnes disposant d'un lieu de vie familiale, amicale...

Remarque :

Être accueilli en CHRS permet au placé d'être, s'il le souhaite, dans une continuité d'accueil en fin de mesure.

L'accompagnement socio-professionnel des résidents

A l'origine, ces actions se destinaient dans le cadre d'un développement de nouveau projet, dit l'accueil des personnes en Semi-liberté (SL). L'expérience d'étendre aux personnes bénéficiaires d'un aménagement de peine a montré son efficacité depuis deux ans maintenant. Ce constat a été valable pour l'ensemble des peines aménagées, peut-être encore plus pour les personnes qui ont intégré notre dispositif en SL.

Un poste de Conseillère d'insertion professionnelle a été mutualisé et intervient une journée et demie par semaine. Son intervention se fonde sur l'alternance d'entretiens individuels, des ateliers collectifs, des accompagnements physiques vers des dispositifs, des actions autour de l'emploi portés par le département et la région. Il permet de les guider vers un positionnement professionnel adapté et réaliste. Cette mobilisation se construit avec la personne, la Conseillère d'Insertion Professionnelle et le travailleur social concerné. L'objectif consiste à trouver les leviers à engager une dynamique d'insertion, d'en évaluer le moment et les prérequis à tout engagement.

- ✓ Une priorité est donnée à la remise à niveau sur le plan des savoirs de base, notamment en lien avec la dynamique dans laquelle l'association s'est lancée en 2020 sur le diagnostic dans ce domaine.

CHRS : En 2024, **21 personnes** en recherche d'emploi ont passé le test des savoirs de base et de mathématiques. Ces chiffres valent pour le CHRS.

Pension de famille : toujours en 2024, eu égard à leur âge, situation médicale, 17 personnes ont été dispensées d'activité professionnelle.

IML : 11 personnes étaient en activité professionnelle plutôt majoritairement en intérim.

- ✓ Durant 3 ans, Un suivi personnalisé de chaque participant a été initié avec trois bénévoles Association générale des intervenants retraités pour les actions de bénévoles pour la coopération et le développement (AGIRabcd). Nous travaillons à redéfinir et reconstruire les modalités, contenus et finalités de ses ateliers aux fins de s'ajuster au mieux aux besoins spécifiques repérés.
- ✓ L'emploi : se lever le matin et se préparer aux ateliers proposés, préparer les documents nécessaires aux démarches administratives, recouvrer peu à peu une autonomie totalement perdue en détention.
- ✓ Des accompagnements vers des forums ont été également mis en place. Une façon de permettre aux personnes de se mêler à la foule, au monde et d'entrer en relation. De confronter son altérité et sa capacité à échanger et solliciter, de se confronter, de chercher information, d'interpeller. Des débriefings sur ces temps de découvertes de

métiers ont été proposés par la CIP. Un travail de relecture de ce qui est vécu, de ce qui est compris, de ce qui questionne.

Les personnes qui ne bénéficient pas d'un accompagnement renforcé proposé par les services de droit commun, ont systématiquement été orientées vers la CIP. Il est individualisé, personnalisé et vise à :

- ✓ définir les étapes de la construction d'un parcours d'accès à l'emploi ;
- ✓ l'appropriation des outils indispensables à la recherche d'emploi ou de formation ;
- ✓ la recherche de formation en adéquation avec le projet, la recherche et la réponse à des offres d'emploi ;
- ✓ la pratique des contacts et des relances avec les organismes de formation, les entreprises, les structures de l'insertion par l'activité économique et celles de l'emploi temporaire.

Ces accompagnements ont concerné 20 personnes et représentés 101 heures d'entretiens individuels.

6. Les Parcours

Les durées des séjours :

La **durée moyenne de séjour** des personnes sorties en 2023, tous dispositifs confondus, est en légère baisse. Elle est de 11,40 mois. Cette augmentation s'explique par les durées de séjour des pensions de familles, pour certains de plus de 60 mois.

| | Nombre de personnes hébergées | Nombre de personnes sorties | Durée moyenne de séjour (en mois) |
|-------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|
| 2011* | 53 | 23 | 15,8 |
| 2012* | 59 | 22 | 13,9 |
| 2013 | 101 | 59 | 8,6 |
| 2014 | 93 | 56 | 12,1 |
| 2015 | 102 | 53 | 11,8 |
| 2016 | 108 | 64 | 10,1 |
| 2017 | 135 | 82 | 9 |
| 2018 | 153 | 92 | 5,4 |
| 2019 | 132 | 77 | 6,9 |
| 2020 | 127 | 83 | 7.4 |
| 2021 | 129 | 72 | 7.4 |
| 2022 | 110 | 55 | 12,49 |
| 2023 | 99 | 55 | 11,40 |
| 2024 | 92 | 40 | 18 |

Ces chiffres sont impactés par la Pension de famille/Maison-Relais, dispositif sur lequel il n'y a pas de durée de séjour fixé.

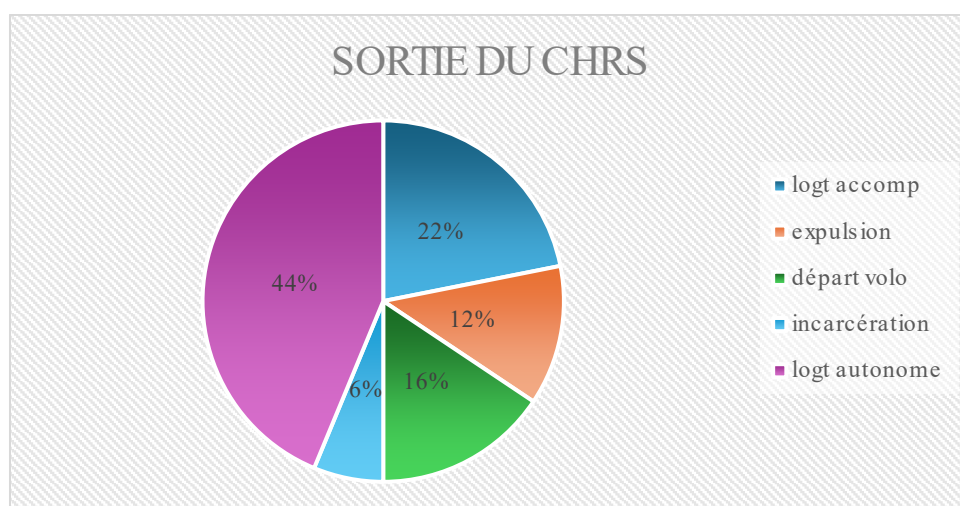
Ce qu'il faut retenir :

- ✓ pour le CHRS : la durée moyenne de séjour est de 7,63 mois
- ✓ pour l'IML : la durée moyenne de séjour est de 18 mois

Evolutions des durées de séjours par dispositifs d'hébergement

A noter que la pension de famille cumule à elle seule une moyenne de 32,50 mois en 2024. Bien qu'on puisse noter une baisse sensible de la durée de séjour 2023, le CHRS est impacté par cette dimension de précarité santé, de ruptures de soin à l'accueil et des relations sociales dégradées. Il est à considérer ces éléments, non pas comme des éléments nouveaux mais des facteurs qui se sont aggravés et qui prennent une part importante dans la démarche de restauration et de soin, préalables à toute impulsion vers l'emploi et le logement durable.

Le nombre de sorties total a été de 39 personnes, tous dispositifs confondus.

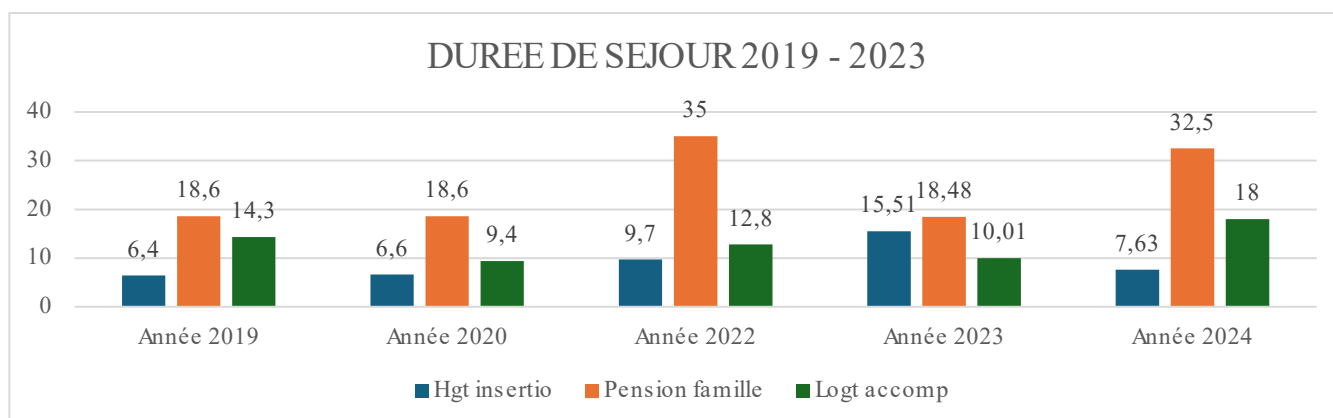


21 résidents sont partis avec une solution de logement :

- ✓ 14 en logement autonome : 5 en parc public, 1 en parc privé, 6 sont repartis en famille ;
- ✓ 7 en logement accompagné : 1 en logement avec une mesure d'IML (logement diffus des Augustins), 1 en résidence sociale et 1 en pension de famille, 3 en EHPAD, 1 en maison gouvernante.

18 résidents sorties diverses :

- ✓ 4 volontairement (1 sans laisser d'adresse),
- ✓ 4 en solidarité et installation avec compagne ;



- ✓ 2 ont été réincarcérés ;
- ✓ 4 résidents ont fait l'objet de sanctions ayant entraîné une fin d'hébergement, et se sont vu proposés le 115 ou ont mobilisé leur propre entourage ;
- ✓ 2 personnes sont décédées.
- ✓ 2 en communauté thérapeutique

Il faut noter l'importance des solutions de logements intermédiaires permettant d'accompagner à la consolidation des parcours et du savoir habiter ou d'une prise correspondant à l'âge et la situation de la personne pour la pension de famille. Ceci est à mettre en parallèle avec **la baisse sensible de la durée de séjour passant de 10,01 mois à 8 mois, en 2024**. Celle-ci est inférieure à la durée moyenne de séjour nationale de 9 mois.

Le nombre de réincarcérations est passé de 9 en 2023 à 4 en 2024. Toutes ont des motifs d'incarcération extérieurs à l'établissement. Ces chiffres sont en baisse par rapport à l'année précédente. Certaines de ces situations étaient pourtant stables, certains étaient en emploi, en formation ou en démarrage de soin. Des actions étaient engagées. Il y a des relations dont il semble difficile de se défaire rapidement après une période d'incarcération.

Des 15 sorties du logement accompagné (pension de famille et IML)

▪ 8 sorties de la pension de famille :

- ✓ 4 résidents ont accédé à un logement accompagné ;
- ✓ 2 décès ;
- ✓ 2 personnes ont accédé à un logement autonome (parc privé et public)

La durée moyenne de séjour (18,48 mois), a sensiblement baissé par rapport à l'année 2022. Elle s'explique par le départ de résidents dont les séjours étaient supérieurs à 30 mois. 4 nouveaux résidents ont été accueillis entre janvier 2023 et septembre 2023, ce qui vient infléchir la durée moyenne de séjour pour l'année concernée.

▪ 7 sorties de l'Intermédiation locative (IML) :

- ✓ 5 résidents ont accédé au logement autonome en parc public auprès de AMSOM Habitat, 1 personne dans le secteur privé, **soit 72 % le chiffre à peu près stable par rapport à 2023**.
- ✓ 1 personne a été réincarcérée
- ✓ 1 personne s'est installée dans un logement commun avec sa compagne

La durée moyenne de séjour, qui a continué à baisser, est de 14,97 mois contre 10 mois, ayant une amplitude de 4 mois à 36,9 mois. Cependant, les dernières admissions tendent à réduire les délais. Une situation complexe qui a excédé 36 mois à trouver une issue favorable, les

contraintes judiciaires et son état de santé ont lourdement ralenti l'accès à une solution durables.

Remarque

En 2021, seuls deux résidents avaient pu accéder à un logement, il y a une hausse en 2022 (9 résidents), une impulsion qui se confirme en 2023, même si le chiffre est un peu en deçà (7) mais qui s'explique. L'IML a souffert d'un taux d'occupation en dessous de 70 % pendant de nombreux mois, incompréhensible face aux demandes et à l'attente de ce type de logement accompagné. Notre forte (re)communication et présence à certaines instances que nous avons moins investies, ont permis une nouvelle lisibilité de l'offre d'accompagnement proposé et le public concerné. Nous avons stabilisé le poste du professionnel, en identifiant plus finement les compétences nécessaires à ce type de dispositif, ce qui semble se confirmer. Le deuxième élément réside sur des situations extrêmement complexes pour lesquelles les solutions ont été difficiles à trouver (les défauts de paiements des redevances, les dettes auprès des bailleurs sociaux, sont autant de frein à l'accès au logement autonome. Les outils adaptés partiellement mis en place en 2022, sont complètement activés et intégrés à l'accompagnement du résident aujourd'hui. Les entretiens d'admission, les bilans intermédiaires participent à une évaluation rapide et des orientations concrètes et raisonnables. Ce dispositif d'intermédiation locative est rassurant pour les bailleurs, qui perçoivent cet accompagnement en amont comme un gage « d'un locataire sérieux ». En 2024, l'accès au logement autonome se confirme.

Retour à l'emploi

La promotion de l'activité au sens large et plus fortement la promotion de l'activité professionnelle et de formation comme vecteur puissant à l'insertion sociale, à se construire et se valoriser. Ainsi l'établissement s'inscrit quotidiennement et pleinement dans cette volonté du retour à l'emploi et à la formation.

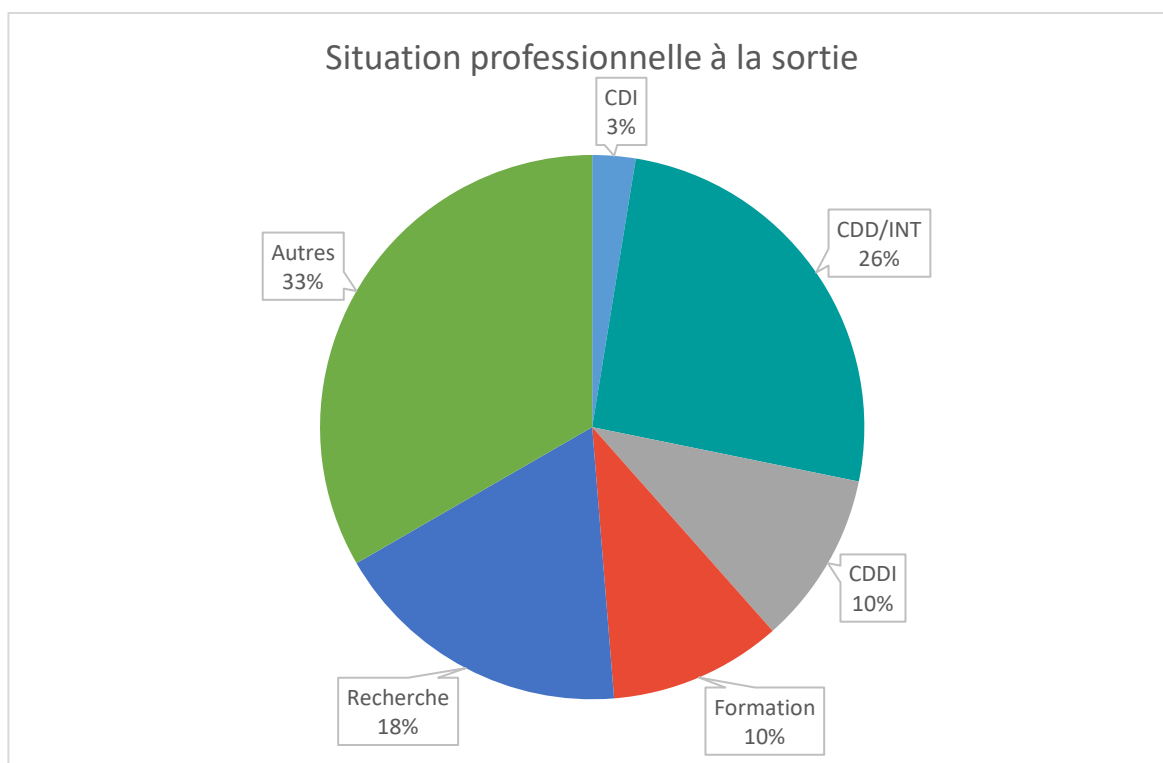
Cet accompagnement intervient en parallèle, en soutien et en complément de celui de l'équipe éducative et bien sûr en collaboration avec cette dernière.

Cet accompagnement vise à :

- ✓ définir les étapes de la construction d'un parcours d'accès à l'emploi ;
- ✓ l'appropriation des outils indispensables à la recherche d'emploi ou de formation (CV, lettres de motivation, mettre à jour l'espace personnel France Travail, etc.) ;
- ✓ la recherche des solutions de formation requise par le projet, la recherche et la réponse à des offres d'emploi ;
- ✓ la pratique des contacts et des relances avec les organismes de formation, les entreprises, les structures de l'insertion par l'activité économique et celles de l'emploi temporaire.

Parmi les 39 personnes sorties des dispositifs d'hébergement et du logement IML :

- ✓ 43,59 % de sorties positives au regard de l'emploi (CDI, CDDI, formation) ;
- ✓ 28,21% étaient en recherche d'emploi ;
- ✓ 28,21% étaient dispensées de recherche.

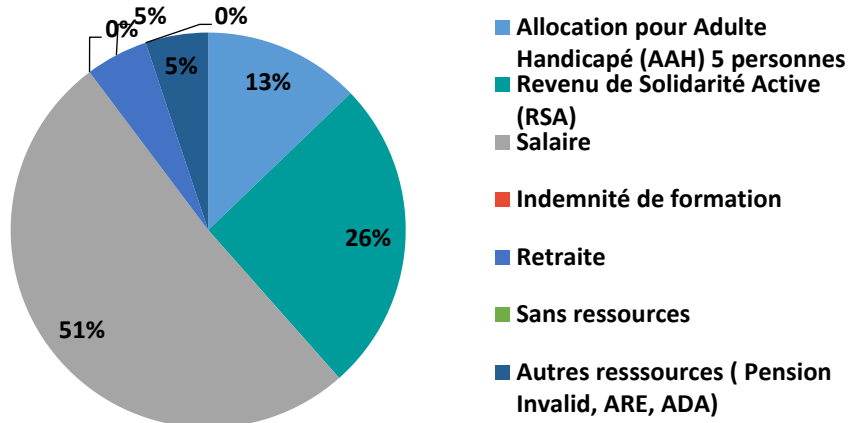


Évolution des situations professionnelles des personnes sorties sur les 2 dernières années :

Au regard du graphique ci-dessous nous mesurons les difficultés d'insertion pour ce public, et la nécessité d'un accompagnement par un Conseiller d'insertion professionnel. Le maintien du nombre de Contrats à durée indéterminée (CDI) et Contrats à durée déterminée (CCD) contraste avec les Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI), qui semblent plus difficiles à obtenir, ainsi que les formations. Le travail dans le cadre de l'intérim, plutôt subi, révèle de la difficulté à pérenniser la situation professionnelle. Autre élément révélateur, les personnes dispensées de recherche d'emploi du fait de leur situation médicale somatique et/ou psychique.

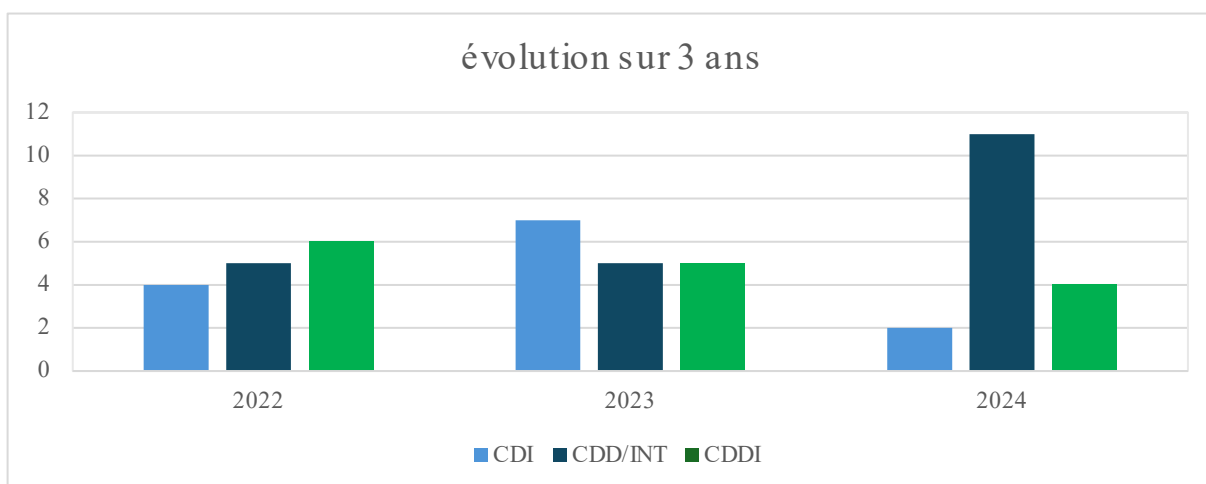
Les ressources à la sortie

Représentation de la répartition des ressources des 39 personnes qui ont quitté l'établissement tous dispositifs confondus



Quelques remarques :

- ✓ la représentativité du revenu de solidarité active (RSA) 26 % contre 29 % reste stable, tandis que celle des profils avec l'Allocation aux adultes handicapés (AAH) passe de 9 % à 13 % ;
- ✓ le nombre des salariés et les bénéficiaires d'indemnités de formation est en augmentation par rapport à l'année précédente (qui était de 32%). Cependant, la majorité des emplois s'inscrivent dans du CDD, CDDI et de l'intérim ce qui reste surtout pour le CDD et l'intérim des facteurs fragilisant
- ✓ les personnes hébergées dans le cadre de l'hébergement d'urgence n'ont pas été intégrées dans ces chiffres. Ouvert à l'hébergement d'urgence sociale, il nous est impossible d'établir des statistiques sur des personnes accueillies pour des durées de 4 jours en rotation. Sur les 3 personnes accueillies en sortie de détention, 2 ont pu intégrer le CHRS à l'issue de leur demande auprès du SIAO



- ✓ les personnes à la retraite, en pension d'invalidité et une en Allocation recherche d'emploi, représentent 9,76 %, contre 6 % l'année précédente. Malgré les inquiétudes soulevées par les évolutions des situations professionnelles vues au chapitre précédent, les évolutions des ressources sont rassurantes. Elles apportent plus de garanties de maintien dans le logement.

7. Tranches de vie

Du côté de la Pension de famille/Maison-relais....

Situation de Monsieur L pour illustration rapport activité (dispositif Maison Relais)

Monsieur L a été accueilli en maison relais en date du 01 août 2021 à l'issu d'une mesure de DDSE. En effet, Monsieur a connu une période longue en détention à savoir dix-sept années. Cet enfermement le privant de liberté a généré la manifestation de troubles psychiques. A sa sortie de détention, Monsieur était en rupture de liens familiaux et dans les débuts de son accueil à l'Ilot, il se mettait à distance de la collectivité.

Puis, au fur et à mesure de sa prise en charge, l'accompagnement avec Monsieur a permis qu'il reprenne confiance en lui il a pu s'engager quant à la réalisation de démarches d'insertion. Il a réussi avec un accompagnement soutenu par les professionnels de l'Ilot et le suivi psychologique en place dans le cadre de son injonction de soin à mener un travail de recherche d'emploi en insertion.

Les démarches engagées quant à cet aspect ont permis à Monsieur de faire valoir ses expériences passées en tant que mécanicien au sein de notre atelier d'insertion mécanique automobile à l'Ilot.

C'est avec beaucoup de satisfaction et de fierté qu'il a repris un emploi dans ce domaine qu'il désirait tant et a signé un contrat à durée déterminée d'insertion.

A la suite, il a pu être envisagé un retour dans sa région d'origine pour un rapprochement auprès de sa famille.

Projet soutenu et accompagné par sa référente de l'Ilot en lien avec les partenaires sociaux et judiciaires en charge de son suivi.

« L'Ilot m'a aidé à reprendre confiance en moi. Le soutien quand j'ai perdu mes parents et votre aide pour que je puisse les voir avant leur décès jamais je ne l'oublierai. Grâce à vous et ma SPIP, j'ai pu retourner chez moi, dans ma région »

Du côté de l'IML....

Monsieur D. Après un accueil dans le cadre d'un aménagement de peine, une orientation vers l'IML est proposée. Il intégrera un logement dans ce cadre. Abstinant et pair -aidant depuis, Il est inscrit à France Travail tout en percevant l'Allocation chômage d'aide au retour à l'emploi (ARE) puis le RSA mais des complications de santé l'amènent vers différentes opérations handicapantes pour une recherche d'emploi dans le transport.

Il poursuit ses obligations judiciaires dans le cadre du soin, ses RDV mensuel avec le CPIP ainsi que les audiences avec la JAP qu'il sollicite régulièrement, soutenu par son épouse, où il demande la mainlevée de l'interdiction de se rendre au domicile conjugal.

Depuis son admission en IML, Monsieur reçoit ses enfants deux/deux, ainsi que la mère des enfants.

Au regard du bilan positif à la suite du travail qu'il fait sur lui-même, la Juge d'application des peines (JAP) a accepté qu'il se rende au domicile familial, chez Madame, un weekend sur deux, il peut aussi accompagner ses enfants à l'école, aller aux réunions et fêtes scolaires.

L'ensemble de ces progrès se réalise aussi parce qu'il s'investit dans l'accompagnement social qui lui est proposé.

Actuellement, il est dans cette attente de l'attribution d'un logement social de droit commun en sachant qu'à Amiens comme en France, les T1 et T2 sont très demandés, donc rares car de plus en plus de célibataires ou parents isolés, la construction n'ayant pas été anticipée.

« Je sais ce que vous avez fait pour moi, je sais ce que j'ai pu faire pour moi grâce à votre aide »

Du côté du CHRS.....

« Ça n'a pas toujours été facile, les règles...les activités...les ateliers...se lever... Le pire ça a été de vivre dehors et sans logement...merci »

Du côté des équipes.... L'entraide et la bonne humeur sont toujours de circonstance...



LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE

1. La vie de l'équipe

Depuis plusieurs années, l'établissement des Augustins se développe, avec une partie hébergement/logement intermédiaire et Maison relais, et un autre axe, prenant en compte le soin. Situé dans un collectif, les développements impactent l'organisation générale. Dès, janvier 2023, sur proposition de l'Agence régionale de santé (ARS), le dispositif LHSS résidentiel s'est agrandi de 3 places supplémentaires au sein du collectif. Il a fallu, dès lors, externaliser 2 places de CHRS en diffus, à proximité de nos appartements en intermédiation locative (IML) en regroupement des bureaux. Dans le même temps, nous avons déployé progressivement le dispositif LHSS mobile, permettant d'aller au-devant de ceux qui ont renoncé aux soins sur le périmètre d'Amiens et du Santerre. Depuis octobre, nous mettons en œuvre un projet collaboration avec Etablissement public en santé mentale d'Amiens (EPSM), afin d'accueillir et de stabiliser des personnes sortant de détention ayant besoin de soins psychiques, et d'éviter la récurrence.

Aux Augustins, la pension de famille, accueille des personnes ayant de long parcours de rue ou d'incarcération, et cumulant des addictions et des pathologies. Deux résidents, Patrick et Régis, nous ont quittés. L'équipe met tout en œuvre pour accompagner avec humanité et dignité les personnes jusqu'au bout. La direction des ressources humaines, veille à mettre à disposition des espaces avec des psychologues qui accompagnent la démarche de deuil et de continuité.

Le rythme pris sur la mesure de Placement à l'extérieur a engendré une accélération des relations avec la justice, Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) et Juges de l'application des peines (JAP) en particulier, et a développé une vigilance renforcée autour des mesures d'aménagement de peines de la part de l'équipe éducative. Cette mesure a été soutenue par un squelette construit autour du soin, des obligations et une proposition de remobilisation autour du projet professionnel. Sur ce point nous devons noter la structuration de l'accompagnement. Il s'est appuyé sur les ateliers, les entretiens individuels à vocation sociale ou professionnelle. Ce cadre a permis aux placés, y compris en Détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), de se mobiliser.

L'établissement a renforcé ses partenariats en matière de soins.

- ✓ France Addictions a réalisé des consultations avancées en addictologie, menées par une Infirmière en soins généraux (IDE) (hebdomadaire) et une psychologue (mensuelle) ont

pour objectif de proposer une intervention en direction des consommateurs minimisant les effets de leur consommation.

- ✓ La consultation post carcérale qui est une proposition faite aux sortants de détention de poursuivre leurs soins en psychiatrie initiés en prison pendant les 6 mois qui suivent leur sortie, a pu se réaliser auprès de nos résidents dans l'enceinte de l'établissement.
- ✓ L'Equipe spécialisée de soins infirmiers précarité (ESSIP) ont été sollicités pour relayer les interventions sanitaires menées par l'équipe éducative, mais nous avons aussi mis à disposition de celui-ci notre équipement sanitaire du dispositif LHSS pour permettre à l'ESSIP de proposer tous les mardis à des personnes en errance un lieu de rdv et de soin. Une rencontre de coordination se tient les vendredis tous les 15 jours s'agissant du CHRS et Pension de famille (PF) pour s'éclairer et se tenir en vigilance, pour mutualiser les observations et travailler à résoudre les difficultés repérées.
- ✓ L'Equipe mobile psychiatrique de prévention et accès aux soins (EMPPAS) a mis en place des passages réguliers et une permanence les vendredis après-midi par 2 infirmiers psychiatriques. Ils ont déjà plusieurs résidents qu'ils accompagnent. Ils viennent, par ailleurs, en soutien sur des situations de crise mais également pour apporter des éclairages, des grilles de lecture aux équipes sur des situations sensibles et/ou des outils sur lesquels s'appuyer.
- ✓ Cette année nous avons également participé à la semaine nationale des pensions de famille, programmée en mai organisée par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) avec le concours de l'Union sociale pour l'habitat, ce qui nous a permis de trouver des leviers pour des sorties.

2. Actions collectives et conviviales

Depuis plusieurs années, nous avons initié des actions collectives à destination des résidents accueillis au travers de sorties, d'ateliers, d'évènements, de festivités, ... Pour toute activité proposée aux résidents, un membre de l'équipe socio-éducative est référent.

Ces moments d'activités, partagés, permettent à l'équipe socio-éducative de consolider la relation, ils représentent des supports au travail éducatif sur la sociabilité et la civilité. Les thématiques sont variées (santé, solidarité, insertion professionnelle, accès à la culture, expression personnelle...). La dynamique des ateliers collectifs a pu reprendre progressivement après la levée des dernières préconisations sanitaires.

Nous réitérons nos remerciements à la Compagnie du Berger pour toutes ses belles années

Après des années de résidence, le projet de rénovation de Chapelle au profit du dispositif LHSS résidentiel, nous a obligé à mettre fin à notre collaboration avec la Compagnie du Berger. C'est avec beaucoup d'émotion que nous nous sommes séparés. Merci à la Compagnie du Berger pour ces moments de partage, d'ouverture, de bonheur et de générosité



L'ouverture à la culture et convivialité : chorale, balades urbaines, artothèque

Faire entrer la culture en centre d'hébergement, n'est pas chose aisée, mais lorsque des résidents s'y autorisent, ceci est pour nous une belle victoire. La ville d'Amiens offre de nombreux spectacles dont certains sont accessibles à tous, car ils se déroulent en plein air : « La rue est à Amiens », « Parcours Streets Art » ou encore « Chroma sur la Cathédrale », balade urbaine et croisement de culture avec le service animation de la ville d'Amiens. Les murs de l'établissement eux-aussi, donnent à voir régulièrement des tableaux qui sont choisis par les résidents à l'artothèque. Les rencontres intergénérationnelles avec le service jeunesse.



Les fêtes de fin d'année, dont Noël sont toujours ses moments émouvants, et parfois triste. Grâce à l'association Au cœur de l'Humain, un groupe de musiciens est venu égayer la soirée et partager le repas préparé par les résidents.

Les nombreuses sorties à la mer sentir la chaleur du soleil, et le sable sur la peau : la détente



L'atelier socio-esthétique, la coiffure et le bien-être corporel

Depuis 2023, nous avons mis l'accent dans notre accompagnement socio-éducatif auprès des résidents, des temps de « bien-être » et de « socio-esthétisme » au sein de la Maison d'accueil l'Îlot les Augustins. Ces espaces de ressource, contribuant au bien-être de la personne, lui redonnant ainsi une estime d'elle-même souvent égarée, demandent un grand travail de persévérance par les travailleurs sociaux.

Le mercredi, c'est sport ! Depuis 2021, tous les mercredis matin, au gymnase de La Veillère mis à disposition par la ville d'Amiens, foot, gym, handball, se déroulent dans la bonne humeur grâce à un animateur sportif de L'Union française des œuvres laïques d'éducation physique

(UFOLEP) et un salarié. Cet atelier est obligatoire pour les personnes accueillies sous-main de justice et qui n'ont pas d'activité insertion. Le sport en général dedans ou dehors...



Coiffure et barbe : le lycée de L'Acheuléen fait ses preuves. Une fois par mois, une vingtaine de résidents de confie leurs cheveux ou barbe à dix apprentis en formation 8 salons de coiffure nomades, ont accueilli en moyenne 35 résidents. « *Ils attendent avec impatience* », précise l'enseignante à l'origine du projet, « *les élèves viennent ici ou les reçoivent au lycée comme dans un salon de coiffure.* » Ce partenariat est reconduit chaque année, permettant ainsi aux élèves d'avoir des modèles masculins. La question du bien-être va bien au-delà des soins somatiques qui s'atténuent lorsque le sujet va mieux psychologiquement.



Toilette quotidienne et soin de pédicurie, prendre soin de soi grâce à l'appui de l'équipe spécialisée de soins infirmiers précarité

(ESSIP) et des Infirmières libérales. L'accès au bien-être corporel n'est pas chose aisée pour les personnes ayant connues un grand parcours d'exclusion et de détention. Pour cela nous nous appuyons sur des partenaires comme l'Equipe spécialisée de soins infirmiers précarité (ESSIP) de la Nouvelle Forge. Elle assure des passages pour des toilettes au quotidien et bi-hebdomadaires, en complément des soins des 2 infirmières libérales. Ce partenaire est un appui indispensable pour faire tiers auprès des résidents qui souvent refusent nos interventions. Claire, Technicienne d'intervention sociale, pour la pension de famille, en collaboration de William et Guillaume, accompagne à l'hygiène des chambres, vestimentaire et corporelle, pour les plus rétifs, la prescription médicale permet au résident de mettre à distance comme un soin obligatoire, et donc dans l'acceptation. L'ESSIP a permis aussi l'accès à des soins de pédicurie dans notre cabinet médical pour les résidents les plus en difficulté qui lorsque cette intervention est mise en place, leur apporte du bien-être et considération.



La promotion à la santé autrement : Le partenariat avec Addiction France. Depuis plusieurs années, nous avons un soutien indéfectible de l'association Addiction France, grâce à sa permanence hebdomadaire. Cette collaboration s'est enrichie cette année avec deux actions de réduction des risques, un Ciné débat lors du mois sans tabac à de la projection du film « le Pari », mettant en scène des acteurs qui tentent d'arrêter de fumer. En appui du ciné débat et dans la continuité du mois sans tabac, en collaboration avec Addictions France des tests de monoxyde ont été réalisés.



Mais aussi une action de promotion à la santé lors du mois sans alcool : réalisations de cocktail sans alcool, des quizz, et une intervention de sensibilisation.

Cultiver et cuisiner avec plaisir : le partenariat avec Au cœur de l'Humain. Pour 2024, « *En tant que chargé de projets jeunesse au sein de la collectivité, je développe des actions afin de créer du lien entre les générations. Des actions de solidarité, de partage, échange, restent pour moi un ancrage primordial, [...] C'est dans ce cadre que je collabore avec le CHRS. C'est très motivant de travailler avec une équipe sensible aux difficultés des résidents. En tant que responsable de l'association « Au cœur de l'humain », les résidents accompagnés de professionnels vont pouvoir intégrer par le biais d'ateliers autour du jardin solidaire qui a vocation à devenir un jardin thérapeutique, alliant le bien être mais également l'expression artistique. Les résidents ainsi que l'équipe vont pouvoir bénéficier d'une collaboration technique, et par la même occasion cultiver celui-ci dans le but de consommer des produits locaux. Les liens tissés avec les résidents et les équipes sont forts et solides.* »

Abed H. Charge de projet secteur jeunesse

Ces moments privilégiés incitent à l'échange, aux plaisirs partagés, autour d'une boisson ou d'une glace. Tout comme il a été important d'habiter et d'investir les lieux avec un buffet campagnard le 14 juillet.



Echanger, écouter, débattre, questionner ses certitudes

Le café causerie : instaurer et maintenir le lien social journalier. Être hébergé au sein d'un accueil collectif, n'est pas forcément un choix de la part des résidents. Afin de prévenir l'isolement, surtout pour les personnes en pension de famille, mais aussi, pour instaurer des liens entre résidents, notamment ceux nouvellement arrivés, quotidiennement, ce café causerie offre un temps de détente et d'échanges entre résidents et professionnels autour justement d'un café et de petits gâteaux. Il est aussi un levier pour initier des débats.



L'occasion ici de célébrer l'anniversaire des Aînés. *

3. L'inscription dans la démarche qualité et l'évaluation.

Comme tous les établissements, Maison d'accueil et d'hébergement les Augustins va être soumis en 2025 à une évaluation externe par un cabinet qualifié. Dans cette perspective, l'association l'Îlot, a souhaité engager une démarche qualité avec l'ensemble de ses établissements d'hébergement. Aussi, sous la coordination de la Direction de Pôle Hébergement et l'appui de la responsable qualité et de la Directrice des Ressources Humaines, nous avons opté pour une méthode de groupe de travail transversal commune à l'ensemble des établissements d'Ile-de-France et d'Amiens. A partir des objectifs du référentiel de la Haute autorité de santé (HAS), les responsables ou des directeurs sont pilotes de thématiques, qu'ils mènent avec un référent travailleur social ou agent d'accueil. Au terme de la réflexion, les outils et la procédure sont présentés par le groupe, amendés et validés de façon collégiale par les responsables. À charge au responsable de le mettre en application dans son établissement, en s'appuyant sur le co-référent du groupe.

Ainsi, les groupes de travail inter établissements ont été définis et ont commencé à se mettre en place autour de plusieurs thématiques :

- ✓ instances représentatives des résidents ;
- ✓ questionnaire de satisfaction ;
- ✓ le dossier du résident ;
- ✓ le respect des droits fondamentaux ;
- ✓ plan de gestion de crises et continuité de l'activité ;
- ✓ bientraitance et prévention des risques de maltraitance ;
- ✓ Bientraitance et prévention des risques de maltraitance et de violence.

L'ensemble de ces outils et procédures a été déployé en fin d'année 2024.

Préalablement, un cabinet a piloté, avec l'ensemble des équipes la réécriture des projets d'établissement. Ceci nous a permis de créer de l'émulation collective et transversale (mise à jour des livrets d'accueil, les contrats de séjour, les règlements de fonctionnement, et assurer la bonne application de la loi 2002-2. Le Conseil de vie sociale (CVS) ou les instances en place ont bien entendu associés à ce travail.

4. Le Conseil de vie sociale (CVS) a un 1 an : une instance consultative pour accompagner la citoyenneté

Depuis de nombreuses années, la pluralité des dispositifs d'accueil au sein des Augustins avec des durées de séjour pour les résidents allant de 2 mois à plus de 24 mois pour la pension de famille, nous a obligé à instaurer des modalités de participation et de régulation, autre que le

CVS. Trois réunions mensuelles par étage, appelées « conseil de maison » s'organisent avec les résidents.

L'expression du suffrage et l'exercice de sa citoyenneté ! depuis sa mise en place et l'investissement des membres du bureau des idées émergent, des améliorations sont faites. Le président participant 1 fois/trimestre aux réunions des professionnels. La réflexion sur un tutorat sur le modèle de pair-aidant a été mis en place avec un kit de bienvenu bien distinct de celui de l'établissement.

La vie démocratique est de qualité depuis.

PERSPECTIVES 2024

Nos différentes expériences de dispositifs nouveaux, voire innovants enrichissent quotidiennement la pratique des professionnels confrontés à de nouvelles modalités de prise en charge.

Nos maillages sur le territoire et le tissage de liens avec les partenaires habituels et plus récents participent à améliorer les actions liées aux accompagnements. Ainsi, en interne, certains professionnels se proposent de bâtir des actions spécifiques liées notamment à la question essentielle de la santé. Dans ce cadre, cela s'inscrira dans une mutualisation d'équipe au bénéfice de plusieurs dispositifs ou services.

Dans son impulsion de création et de diversification, l'association s'engage à poursuivre dans sa volonté l'accompagnement des grands précaires et du public sous-main de justice.

Le Placement extérieur à domicile, adossé sur deux établissements et notre volonté de développer cet accompagnement. Nous réfléchissons aux modalités d'exercice pour permettre de répondre aux demandes hors Amiens (qui était notre positionnement de départ).

Le sujet de la justice restaurative est un sujet plutôt confidentiel ces derniers mois, mais qui semble vouloir s'affranchir de cette discrétion. Dans la volonté d'apporter une offre d'accompagnement qui se complète.

Ainsi, la Maison d'accueil et d'hébergement les Augustins qui regroupe tant de l'hébergement social que des services médico-sociaux (Lits halte soins santé (LHSS) résidentiel, Unité de colocation thérapeutique et d'insertion, LHSS mobile, IML, Pension de famille, CHRS, Placement extérieur à domicile), souhaite s'engager avec ses équipes à étayer les nouveaux dispositifs, les structurer afin qu'ils répondent au mieux aux objectifs fixés et aux ajustements sur lesquels nous avançons déjà.

2025, sera la mise en œuvre du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec les négociations avec les financeurs en 2024. 2025, ouvre un grand chantier de construction pour les LHSS Résidentiel. La conduite du changement qu'il implique impactera chaque dispositif existant de la Maison d'Accueil et d'Hébergement les Augustins. Nous allons ainsi réfléchir à de nouvelles modalités de collaboration entre les services. Il agira nécessairement sur les espaces architecturaux de l'établissement. Peut-être une opportunité de développement pertinent.

2025 se veut aussi l'année de la démarche continue de la qualité avec l'évaluation externe.

MERCI À NOS PARTENAIRES

Les Augustins comptent de nombreux partenaires institutionnels et associatifs dans plusieurs domaines d'intervention. Nous remercions notamment :

Nos financeurs :

- ✓ La Direction départementale de l'économie, du travail et de la solidarité (DDETS) de la Somme ;
- ✓ L'Agence régionale de santé (ARS) de Picardie ;
- ✓ La Ville d'Amiens et le service Jeunesse ;
- ✓ Le Service pénitentiaire d'insertion et de probation de la Somme, la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) de Lille.

Nos partenaires au quotidien dans l'accompagnement :

France Addictions 80, les associations Le Mail et AIDES, l'artothèque de la ville d'Amiens, la pharmacie, le cabinet d'infirmière libérale, le Centre hospitalier Philippe PINEL, l'ESSIP la Nouvelle forge, l'Union départementale d'accueil et d'urgence (UDAUS) qui porte le Service intégré d'accueil et d'orientation (SIAO), ont été évoqués au travers des actions proposées en relation directe avec les résidents de l'établissement.

D'autres partenariats qui se sont bâtis dans la durée, concernent plus spécifiquement la prise en charge des personnes accompagnées. Ils se traduisent de différentes manières :

- ✓ réunions régulières (mensuelles ou bimensuelles) de synthèse réunissant l'équipe de référents avec les soignants (médecin alcoologue, psychologue, travailleur social...) intervenant autour de l'addiction en détention et/ou à la sortie de France Addictions et du Mail ;
- ✓ échanges téléphoniques ou par courriels, par des notes sociales ou de liaison, chaque fois que nécessaire, avec les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation du SPIP de la Somme, en charge du suivi judiciaire des résidents accueillis ;
- ✓ sollicitations ponctuelles pour des conseils ou une intervention du personnel de l'Equipe mobile de prévention psychiatrique et d'accès au soin (EMPPAS) de l'hôpital psychiatrique d'Amiens, lorsqu'un résident se met en danger seul ou en se confrontant aux autres ;
- ✓ points de situation au cas par cas tout au long de l'année avec les partenaires de l'insertion professionnelle :
 - les structures d'Insertion par l'activité économique (IAE), dont les Ateliers de l'Îlot ;
 - les référents RSA des résidents, et en particulier CAP Formation, structure d'accompagnement des personnes titulaires d'une reconnaissance de travailleur handicapé ;

- les structures d'accompagnement dans la construction d'un projet professionnel : organisme de formation (ex : le Centre Relais) ou association de bénévoles : AGIRabcd.
- ✓ échanges réguliers avec les organismes de tutelle des résidents, tel que l'ATS et l'UDAF 80, et avec le service précarité de la CPAM pour traiter les ouvertures de droits à la Complémentaire santé solidaire (CSS).

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE RÉINSERTION SOCIALE LES AUGUSTINS

29 rue des Augustins
80000 Amiens
03 22 92 20 02

www.ilot.asso.fr



153, avenue Jean Lolive 93500 Pantin
01 43 14 31 00 maisons-accueil@ilot.asso.fr
Association reconnue d'utilité publique